

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du

### **Contexte et constats**

Publié sur



FAURE à LUZINAY

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juillet 2022 dans l'établissement FAURE à LUZINAY

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été l'occasion de vérifier les suites données par l'exploitant aux DAC formulées lors de l'inspection du 6 juin 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT : FAURE
- Adresse : - ZA la Noyerée - 38200 Luzinay
- Code AIOT dans GUN : 61-7997
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant respecte en ce qui concerne 2 points contrôlés (modalités de rejets des eaux pluviales, volume maximal de produits stockés sur le site l'exonérant de la constitution de garanties financières) les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 février 2008. En revanche, les moyens de lutte contre un incendie disponibles doivent être complétés par l'implantation d'un système alarme incendie. On notera que les autres moyens sont présents et régulièrement contrôlés.

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle 1

<p><b>Référence réglementaire :</b> 4-4-2 et 4-5 de l'AP du 20 février 2008</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles de recevoir des hydrocarbures et autres polluants doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits. Les valeurs limites des rejets aqueux en sortie du site sont :</p> <p>hydrocarbures : 5 mg/l DCO : 125 mg/l MEST : 35 mg/l</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales de la zone de dépotage sont collectées et traitées par passage dans un séparateur d'hydrocarbures. L'entretien est réalisé tous les trimestres. L'exploitant a présenté les justificatifs adéquats dont les bordereaux de suivi de déchets dangereux. Les résultats des analyses réalisées pour la totalité des substances concernées par la société DEKRA sont conformes.</p>
<p><b>Avis de l'inspection des ICPE:</b> conforme</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> aucune</p>

## Point de contrôle 2

<p><b>Référence réglementaire :</b> Article 4 de l'AP du 23 septembre 2014</p> <p>Hypothèses retenues pour le calcul des garanties financières</p> <p>Le calcul du montant des garanties financières se fonde sur des quantités maximales de déchets présentes sur le site et résultant des activités listées à l'article 1. Ces quantités qui par conséquent ne doivent pas être dépassées figurent ci-après.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Liquide de refroidissement : 70 m<sup>3</sup></li><li>- Huile usagée : 415 m<sup>3</sup></li><li>- EPI Souillés : 1 tonne.</li></ul> <p>Le calcul de ces garanties financières se base également sur le fait que le site est intégralement clôturé, et qu'un piézomètre est déjà installé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'application des modalités des garanties financières a démontré que compte tenu du montant calculé, le site n'est pas soumis. Néanmoins, l'article 4 rappelé ci-dessus a fixé les contraintes à respecter pour assurer que ce type de garantie n'est pas réglementairement exigible. Il a été constaté le respect des volumes maximaux le jour de l'inspection et dans les mois précédents du fait des justificatifs apportés par l'exploitant.</p>
<p><b>Avis de l'inspection des ICPE:</b> conforme</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> aucune</p>

### Point de contrôle 3

**Référence réglementaire :** 4-8-4 et 6-6-3 de l'AP du 20 février 2008

4-8-4 : Les installations sont munies d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident. Il aura une capacité minimale de 160 m<sup>3</sup>.

6-3 : Les moyens de lutte contre l'incendie sont :

- des extincteurs répartis sur le site et un extincteur sur roues de 25 kg situé hors des zones de flux thermiques.
- un système d'alarme incendie
- un moyen permettant d'alerter les services de secours
- un plan des locaux et de produits absorbants.

**Constats :** Le bassin de confinement est intégré dans la rétention des cuves de stockage des huiles usagées. En effet, cette rétention peut contenir le volume des cuves ainsi que les 160 m<sup>3</sup> nécessaire.

Le site ne dispose pas de système d'alarme incendie. Les autres moyens de lutte contre l'incendie exigés sont présents et ils sont régulièrement entretenus et vérifiés.

**Avis de l'inspection des ICPE:** non-conforme

**Proposition de suites :** Exiger l'implantation d'un dispositif d'un système d'alarme incendie dans un délai maximal de 3 mois.